

Burundi : le Sénat approuve un don de 75 millions de dollars de l'IDA

PANA, 26 juillet 2017 Bujumbura, Burundi - Le Sénat burundais a approuvé, mercredi, un don de 75 millions de dollars américains de la part de l'Association internationale de développement (IDA), destiné à financer un «Projet régional de développement agricole intégré dans les Grands Lacs (Prdaigl) au profit de 55.000 petits exploitants agro-pastoraux, dont 35% de femmes, entre septembre 2017 et novembre 2022, a-t-on appris de source proche de la Chambre haute du Parlement burundais.

Le document du projet représente 38,62 millions de dollars à l'amélioration de la productivité et de la production des petits exploitants agricoles, 23,74 millions à l'appui aux investissements du domaine agro-alimentaire, 10,37 millions à l'acquisition et la diffusion des connaissances, 2,27 millions à la gestion du projet et à l'appui institutionnel. C'est la dernière ligne droite avant l'entrée en vigueur effective de cet accord qui avait reçu l'aval de l'Assemblée nationale le 7 juillet, après le feu vert du Conseil des ministres, le 22 juin dernier. Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Dô Guide Rurema a, chaque fois, effectué des navettes entre les différentes institutions législatives pour expliquer que les objectifs et la nature du financement de l'IDA est «un don non remboursable, sans intérêts et sans contrepartie» de la part du gouvernement burundais. L'objectif global du projet est d'augmenter «en quantité et en qualité», la production de riz, de maïs et de lait dans cinq des 18 provinces burundaises à vocation agro-pastorale que sont Bubanza, Bujumbura Rural, Cibitoke, Makamba et Rumonge, le long du fertile littoral du Lac Tanganyika. Plus spécifiquement, le projet appuiera les producteurs et les organisations des producteurs possédant, en moyenne, un demi-hectare de terre et dont les moyens de subsistance reposent essentiellement sur la culture du riz, du maïs et sur l'élevage de vaches laitières. D'autres bénéficiaires directs sont les groupes jugés «vulnérables», comme les jeunes sans emplois, ainsi que les institutions impliquées dans la fourniture des services agricoles, les investisseurs privés du secteur agro-alimentaire, les gestionnaires de coopératives, ainsi que les micro-petites-moyennes entreprises implantées dans la zone du projet. De l'avis des spécialistes, le don de l'IDA ne vient cependant pas régler les problèmes structurels du secteur agricole burundais, reposant essentiellement sur une agriculture de subsistance sur 90% des terres cultivables. Les techniques modernes d'irrigation, la mécanisation agricole et la recherche agronomique sont faiblement pratiquées et les paysans se débrouillent généralement avec la houe, les connaissances ancestrales et grâce à la clémence du ciel pour survivre. Le phénomène nouveau du réchauffement climatique est également vécu douloureusement au Burundi où l'Office des Nations Unies pour les affaires humanitaires (OCHA) estime que plus de 3 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire d'urgence d'ici la fin 2017. Au niveau du budget de l'Etat, le secteur agricole consomme un peu plus de 10% des dépenses publiques qui subventionnent principalement les fertilisants.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});